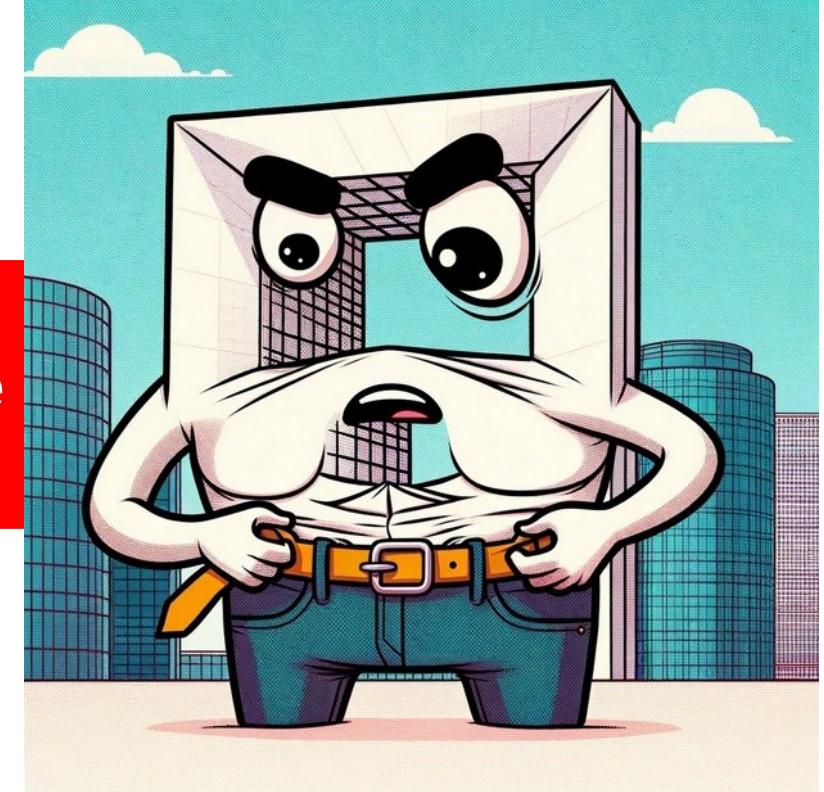




Projet de loi de finances 2026: quelle sauce pour les ministères de l'Ecologie/Territoire/Logement ?



Tuto-FO





Au menu

- Entrées : contexte, ministres, ingrédients apportés par FO
 - Plat : PLF 2026, décentralisation, déconcentration, opérateurs, sécurité dans les DIR
 - Dessert : verbatim croustillants
-

Le contexte et l'orchestre

- Un CSA Ministériel dans un contexte plus qu'exceptionnel !
- Des ingrédients budgétaires dont l'issue est incertaine mais avec un cap certain : l'austérité !
- 2 ministres et 2 Dir cab...et une ligne pas forcément dans la défense de « la boutique »



- Les questions qui fâchent portées par FO pour ramener les préoccupations « à portée de quotidien »

FO apporte les ingrédients pour pimenter les débats...

Décrypt-inFO

Au menu du CSA Ministériel budgétaire
du 27 novembre 2025

La carte des entrées



Notre [Focus PLF 2026](#) l'essentiel en 8 points pour le pôle ministériel (effectifs, moyens, rémunérations, action sociale, formation...)



La mise à jour de [L'observatoire FO](#) des effectifs 2014/2025 remise en séance aux ministres... l'austérité on a déjà payé !

BLACK FRIDAY DES DIR

Des attaques « tous azimuts » en lien avec les idées décentralisatrices du gouvernement (routes, logement) et de chasse aux EP de certains parlementaires.

Un [Quizz-FO](#) « Questions du terrain, quels ministères demain ? » transmis aux cabinets en amont pour traiter des sujets concrets.



➤ Un dossier complet remis en mains propres aux ministres, au SG et aux DG



**CSAM budgétaire
du 27 novembre 2025**
Dossier à l'attention des Ministres





Un PLF qui cherche une issue de secours...

- Un PLF 2026 dont la version présentée a servi de base au début du débat à l'Assemblée, puis largement amendé...avant rejet quasi unanime par cette même assemblée
 - Un PLF 2026 qui est reparti en l'état au Sénat pour être globalement aggravé
 - Une issue incertaine (commission mixte paritaire, loi spéciale et services votés, 49-3, ordonnances?)
-

Focus PLF 2026 en 8 points

1- Evolution du schéma d'emplois (suppressions de postes) : -406 ETP / 484 hors DGAC

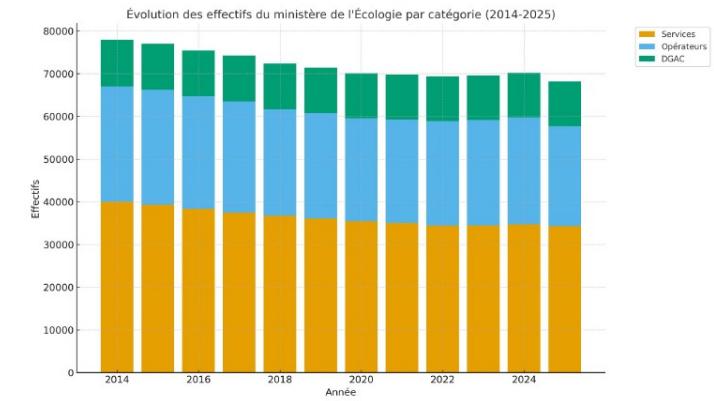
-216 ETP sur le programme 217 (services ministériels et DDI)

-268 ETP chez les opérateurs

+78 ETP pour la DGAC

→ *Reprise des baisses massives pour la deuxième année à la hauteur des heures supplémentaires réalisées gratuitement chaque année par les agents pour « garder le navire à flot ». La souffrance au travail devra-t-elle doubler pour continuer ?*

III-Analyse de l'évolution des effectifs globaux du ministère de l'Écologie entre 2014 et 2025 (services + opérateurs + DGAC).



2- Evolution des plafond d'emplois (intégrant les transferts de périmètre et corrections techniques) :

→ Services ministériels et DDI = 34 243 ETPT, soit -316 ETP

→ Opérateurs : 22974 ETPT soit -172 ETPT (mais suppressions de postes encore supérieures pour régler la note des années précédentes, cf données sur les schémas d'emplois)

Les plus touchés :

CEREMA -25 (-48 en suppressions d'emplois totales)

VNF -40

IGN -17

OFB -14

Agences de l'Eau -12

ANCT -30

→ DGAC : 10 561 ETPT

→ *Avec ce projet de budget, on franchit la barre des 10 000 ETPT perdus par le pôle ministériel depuis le début des années 2010. Rassurons-nous, nos actuels ministres ont de bonnes idées pour se débarrasser du double en beaucoup moins de temps (suppression du réseau routier national, transfert de missions aménagement/logement, transfert des effectifs des DDI sur le budget du MI).*

*Données issues de l'Observatoire FO



Focus PLF 2026 en 8 points

3- Masse salariale : une « augmentation » ridicule de 0,3 % (+ 9,7 M€) quand l'inflation 2026 sera de l'ordre de 2 %.

- La moitié de cette enveloppe consommée par des surcoûts liés à l'accompagnement de la précarisation des recrutements.
- Aucune enveloppe prévue pour l'accompagnement des restructurations...cela équivaut-il à un engagement « zéro restructuration » ou « zéro accompagnement ? ».
- Aucune mesure catégorielle donc aucune revalorisation indemnitaire (ni indiciaire), pas de plan de requalification, pas de projet statutaire...au moins il n'y aura pas de jaloux !

→ *Rien que sur la période « post COVID », le projet de budget 2026 nous propose de perdre 15 % de pouvoir d'achat, dans un contexte où les agents malades sont punis, où les agents en haut de grille n'ont plus de GIPA, où le coût de la PSC pour les familles mono-parentales a triplé. FO-Fonction publique a porté la nécessité d'une autre politique salariale devant l'assemblée nationale et auprès du Premier ministre. FO/METTL propose de transposer la dynamique salariale de la « catégorie A++ » (+14 % entre 2022 et 2024) aux catégories C-B-A.*

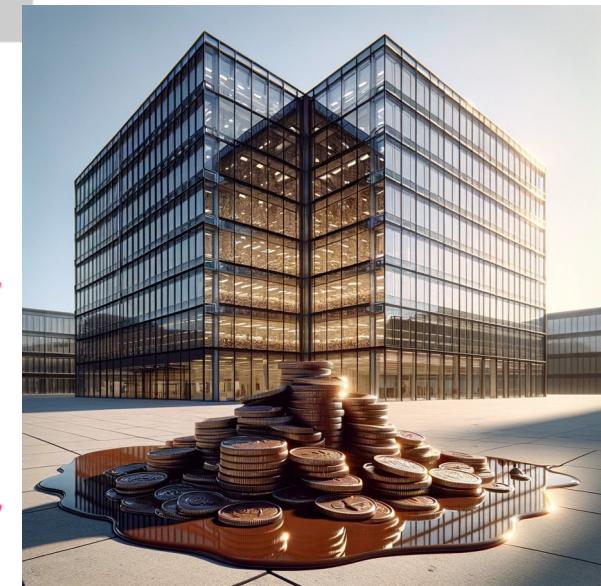


Focus PLF 2026 en 8 points

4- Crédits de fonctionnement : une stabilité relative quand les coûts augmentent et les priorités imposées aussi

- P217 hors titre 2 : 231,2 M€ en AE (contre 267,3 M€ en 2025)
- Priorités imposées : rationaliser l'immobilier + numérique.

→ *Les agents d'administration centrale à qui l'on promet « des locaux plus accueillants et plus confortables » ne seront pas dupes du fait que cela cache le respect de la circulaire Borne sur la « rationalisation de l'immobilier de l'Etat ». Pour quasiment la totalité des autres agents des services ministériels et des DDI, il faudra aller pleurer des crédits auprès du ministère de l'Intérieur.*



Focus PLF 2026 en 8 points

5- Action sociale : un maintien dans un contexte de coûts qui explosent...

→ Restauration collective : un budget sous-dimensionné

+2,5 M€ de dépenses en 3 ans
Seulement +0,2 M€ en 2026

→ *Risque majeur de rupture de financement en cours d'année, les restos administratifs deviennent impossibles à soutenir sans abondement.*

→ Arbres de Noël & Crédits d'Initiative Locale : un gel dangereux

40 € par enfant → montant figé depuis des années, irréaliste en 2026
Crédits CIL : 1 M€ consommé → aucune revalorisation malgré la demande du terrain

→ *Impact direct sur la cohésion et le lien social dans les services.*

→ **Une action sociale qui pourrait être alignée vers le haut**

Comparaisons 2021 (par agent) :
MTE : 487 €

Agriculture : 622 €
Finances : 789 €

→ *Une grande marge de progression existe...FO exige une revalorisation immédiate et pluriannuelle.*

→ **Une action sociale qui ne suit plus les coûts réels**

Le ministère revendique un ratio maintenu...mais les prix augmentent plus vite que les crédits.

→ *C'est ainsi le cas concernant les subventions aux partenaires associatifs comme le CGCV qui ne pourront engager des investissements lourds nécessaires à la rénovation ou à la mise en conformité des centres et de poursuivre la modernisation de leurs infrastructures.*



Focus PLF 2026 en 8 points

6- Prévention des risques professionnels : de quoi financer juste les obligations de l'employeur ?

Le budget total de 3,2M€ est en légère hausse par rapport à 2025 (3,1M€), affecté en majeure partie à des dépenses obligatoires.

→ *Pour faire mieux il faudrait plus...mais il n'y a pas !*

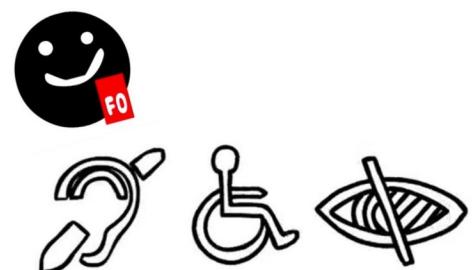


7- Handicap : budget maintenu...outils fragilisés

Le budget de 0,3M€ issu de l'accord sur le handicap signé par FO est prolongé, crédits abondés par les

crédits du FIPHFP dans la limite de 2,5M€. Suffisant pas sûr...

→ *Mais sur le sujet du handicap, tout ne se mesure pas en euros !*



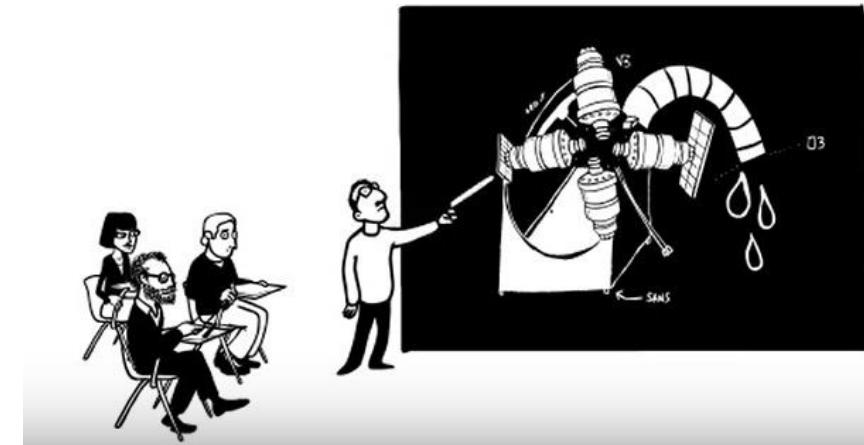
Focus PLF 2026 en 8 points

8- Formation : budget maintenu...outils fragilisés

Une relative stabilité du budget par rapport à 2025, mais quelle part réservée aux formations obligatoires « appropriation de la transition écologique » au détriment des autres formations ? Et quels seront les moyens des services pour financer les déplacements ? A moins que le « tout distanciel » ne s'impose ?

Pendant ce temps là, le CMVRH continue à traverser des turbulences et les écoles perdent des effectifs (-2 pour ENPC et ENTPE, et -7 pour l'ENAC).

→ ***Sans volontarisme au niveau politique, notre outil de formation continuera sa dilution !***





L'emballage du PLF : à retenir des déclarations liminaires des ministres

- « La dette...on ne peut pas faire mieux et ça pourrait être pire»
- « Dernier kilomètre »
- « Décentraliser/déconcentrer »

*Données issues de *l'Observatoire FO* transmis aux ministres et remis au parlement
Actualisé avec les *données 2025*



FO répond aux déclarations des ministres en utilisant leurs éléments de langage

- *Décarbonation* : c'est pas gagné en affaiblissant les leviers d'action !
- *Adaptation* : cela fait 15 ans qu'on le fait, de la souplesse à la contorsion à la déchirure il n'y a plus qu'un pas
- *Préservation* : cela devrait être le souci des ministres, les hypothèses de nouvelles réformes c'est 20 000 ETP en moins !

Les éléments de relance des débats...pour ramener les ministres « à portée du concret »

- Avenir des DREAL et des unités départementales.
- Supers "Pouvoirs" des préfets
- Travail dissimulé et sous-dotation dans les opérateurs.
- Dangerosité et reconnaissance pour les agents des DIR.
- Chaîne RH en difficulté.
- PSC : hausse des options et impact pour les familles.
- Déficits des EP et menaces de suppressions.





Verbatim de ministres...

Verbatim Ecologie :

- « Nous avons noté que vous n'étiez pas contents, mais nos prédécesseurs (de l'été) se sont battus et ont limité la casse. »
- « La bataille politique, au vu des amendements effarants déposés par certains parlementaires, et de faire accepter que dans la transition un certain nombre de choses coûteront plus cher. »
- « En ce qui concerne la décentralisation, tous les élus locaux disent qu'il leur faut de plus grandes marges de manœuvre et décentraliser, mais je note que les pertes de technicité et les pouvoirs des préfets sont au cœur de vos préoccupations. »
- « La suppression de l'OFB n'est pas à l'ordre du jour et soyez assurés que si ça l'était, ce serait sans moi ».
- « Concernant le rapprochement d'opérateurs, la discussion va avoir lieu ! Peut-on en discuter sereinement ? »
- « Je ne sais pas par quels sujets ni comment, mais on fera du dialogue social »
- « J'aurai l'injonction de décentraliser et déconcentrer, je demande donc au Secrétaire général d'organiser les discussions avec vous pour que nous puissions discuter sur la manière d'opérer. »



Verbatim de ministres...

Verbatim Territoires/Décentralisation :

« L'idée est d'agir mieux en renforçant l'action publique jusqu'au dernier kilomètre en étant plus agile mais sans effacer l'Etat. L'Etat est garant de la cohésion sociale et de l'équité dans son rôle péréquateur. »

« L'Etat est garant de la cohésion sociale et de l'équité par son rôle péréquateur »

La réponse de FO : pour renforcer la déconcentration d'un pôle ministériel déjà historiquement déconcentré, on ne voit pas bien ce qui pourrait être fait à part rétablir les moyens d'ingénierie publique mobilisables dans les services régionaux et départementaux avant la RGPP ! Les élus locaux retrouveront un Etat qui sait aider et accompagner dans la mise en œuvre des réglementations pour répondre aux enjeux de la Nation.



Verbatim de ministres...

Verbatim Transports :

« La reconnaissance que les agents des DIR sont plus exposés aux risques que les policiers ou les pompiers, l'hécatombe des accidents se poursuit. »

« Le ministre porte avec vigueur la bonification du service actif auprès de la Fonction Publique et les moyens dédiés au plan de prévention des risques est doté de 40 millions jusqu'en 2027. »

« Les effectifs des DIR seront préservés en 2026 »

« Les quelques augmentations de crédits sur le programme Infrastructures et Transports sont dédiées à l'acquisition de matériels roulants..pour les trains de nuit et à la régénération des routes. »



Verbatim de ministres...

Verbatim Logement :

« L'État doit rester présent sur les questions de logement »

Mais bon, le Premier ministre déclare « qu'il y a trop de monde dans la cuisine en matière de logement »

Les prochaines échéances ?

- Le sort du PLF en suspens...point de sortie moins pire, pire, pire² ?
- Un projet de loi de décentralisation en Conseil des ministres avant noël ?
- Une proposition de loi pour supprimer des EP

En résumé, nous voici revenu à l'époque de la RGPP et de la période qui a suivi pour le pôle ministériel en version ++.

Soyons « prêts à bondir » !!



Pour en savoir plus sur les 2 CSAM du 27 novembre...



Décrypt-inFO

Au menu du CSA Ministériel budgétaire du 27 novembre 2025

La carte des entrées



Notre Focus PLF 2026 l'essentiel en 8 points pour le pôle ministériel (effectifs, moyens, rémunérations, action sociale, formation...)

La mise à jour de L'observatoire FO des effectifs 2014/2025 remise en séance aux ministres... l'austérité on a déjà payé !

Le plat de résistance...

- Une quatrième brochette de ministres en un an... mais la moitié présente au rendez-vous.
- La dette, la dette, la dette, la diète la diète la diète !
- Déconcentrer et décentraliser on ne sait pas trop pourquoi, mais il faut nous aider à le faire !
- FO replace les éléments de langage face aux vrais enjeux !

Les principaux enseignements à tirer des réponses des ministres: à retrouver ci-après et en webinaire FO le mercredi 3 décembre à 12h30 (inscriptions [ICI](#)) !

BLACK FRIDAY DES DIR

Des attaques « tous azimuts » en lien avec les idées décentralisatrices du gouvernement (routes, logement) et de chasse aux EP de certains parlementaires.



Un Quizz-FO « Questions du terrain, quels ministères demain ? » transmis aux cabinets en amont pour traiter des sujets concrets.



Décrypt-inFO

CSAM « normal » du 27 novembre 2025 :

La carte des entrées

Un amuse-bouche sous forme d'un CSA Ministériel budgétaire organisé le matin même.

En savoir plus [ICI](#).



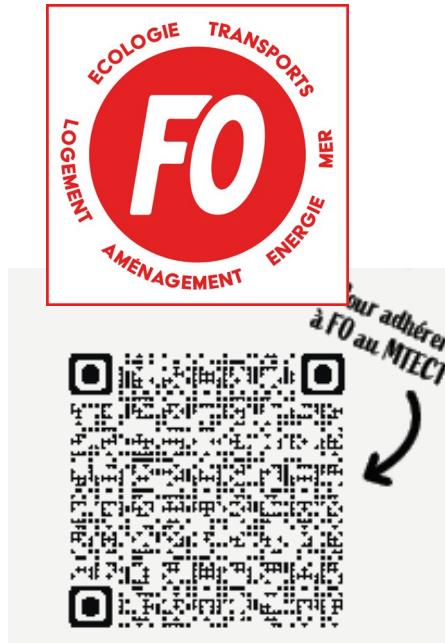
Les plats de résistance

Plan d'action égalité professionnelle : après un échec des négociations sur un accord, FO par ses amendements réussit à « tirer vers le haut » (mais pas assez pour le partager) un projet de plan d'action initialement conçu pour un passage en force.

Conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions des syndics des gens de mer et TSDD relevant de la spécialité « navigation et sécurité » : aucune vision globale de l'administration sur le sujet. Des textes parcellaires présentés que FO arrive à sécuriser dans leurs visas pour que les agents bénéficient des garanties générales de reclassement en cas d'inaptitude.

Rapport social unique 2024 : une mine de données dont l'exploitation fait ressortir les sujets qui fâchent (rémunérations, temps et conditions de travail, égalité professionnelle, carrières, mobilité...). FO les met sur la table (y compris du CSA budgétaire du matin en présence du niveau politique) pour appuyer ses revendications confortées... voire donner des munitions pour défendre le pôle ministériel en externe !

Le détail des ingrédients : à retrouver ci-après !



Et maintenant ... place aux échanges !



colm